Évaluation environnementale des PLU

Formulaire indicatif pour l'examen au cas par cas

Dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas, le présent formulaire sert à guider la collectivité compétente dans la constitution du dossier.

Ce guide est destiné aux élaborations ou révisions de PLU. Dans le cadre de l'élaboration d'une carte communale ou d'une déclaration de projet, les formulaires indicatifs et informations nécessaires sont disponibles sur le site internet de la DREAL, rubrique « Evaluation environnementale » :

<http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-Evaluation-environnementale->

Pour toute question, vous pouvez contacter la cellule Evaluation Environnementale des documents d'urbanisme à l'adresse suivante :

ae-planification.dreal-npdc@developpement-durable.gouv.fr

Pièces à fournir dans le cadre du cas par cas

Selon les termes de l'article R121-14-1, la personne publique devra transmettre à l'autorité environnementale :

- une description des caractéristiques principales du document ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone ou des zones susceptible(s) d'être touchée(s) par la mise en œuvre du document ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document.

Ces éléments doivent permettre à l'autorité environnementale d'apprécier les impacts prévisibles du plan sur l'environnement, et ainsi de se prononcer sur la nécessité ou non de procéder à une évaluation environnementale. Il est donc nécessaire de ne saisir l'autorité environnementale que sur la base d'un PLU suffisamment avancé (diagnostic consolidé et orientations du PADD validées).

Ces éléments engagent la responsabilité de la collectivité. En cas d'évolution significative des informations déclarées à l'autorité environnementale, une nouvelle demande d'examen au cas par cas devra être déposée.

Les informations fournies à l'autorité environnementale seront fonction de l'avancement des réflexions, études et analyses menées par la personne publique compétente dans le cadre de la construction de son document d'urbanisme. Il n'est donc normalement pas nécessaire de réaliser des études complémentaires pour remplir le présent formulaire indicatif. Un travail de synthèse et de cartographie des éléments existants pourrait cependant être nécessaire. Ces synthèses pourront utilement être réutilisées dans le cadre du document d'urbanisme qui sera approuvé.

Afin d'examiner la pertinence de réaliser ou non une évaluation environnementale, la personne publique pourra fournir à l'autorité environnementale un dossier comportant les pièces suivantes :

Pièce n°	
1	Formulaire indicatif
2	Projet de PADD du territoire concerné.
3	Conclusions du diagnostic sur les enjeux environnementaux du territoire.
4	Tableau descriptif des projets
5	Superposition enjeux environnementaux / projets

Il est recommandé à la collectivité d'apporter un soin particulier à la complétude des informations données dans ce cadre. En l'absence de données permettant à l'autorité environnementale de déclarer l'absence probable d'incidences sur l'environnement, une évaluation environnementale sera demandée.

Descriptif des pièces à fournir

Pièce n°1

Le formulaire indicatif est disponible en annexe de la présente note, ainsi que sur le site internet de la DREAL Nord-Pas-de-Calais (<http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-Evaluation-environnementale->)

Une attention particulière devra être portée à la partie « projet d'aménagement de la commune ». Outre un récapitulatif des orientations du PADD, celle-ci devra, s'il y a lieu, comprendre les objectifs démographiques, les objectifs de construction de logements, les créations de zones économiques... Cette description devra être complétée par une description sommaire des différents projets prévus dans le cadre du document, que ce soit des ouvertures de zones à l'urbanisation (Zone d'activité, secteur de développement de l'habitat...) ou des projets structurants (équipements publics, projets économiques...) (cf pièce n°4).

La partie B a pour objectif de décrire le patrimoine naturel susceptible d'être touché par la mise en œuvre du plan. On n'abordera pas dans cette partie les conséquences du projet sur ces zones. Il est uniquement demandé de décrire :

- la nature du site ;
- son intérêt patrimonial ;
- les pressions et menaces exercées sur celui-ci ;

Il est à noter que les zones susceptibles d'être touchées ne se résument pas aux zones ouvertes à l'urbanisation, mais bien à l'ensemble des zones pouvant subir un impact. Sont aussi concernées par exemple les zones urbaines, les secteurs constructibles dans les zones agricoles et naturelles, etc.

Dans la partie C, il sera fait état des diverses pressions et incidences pressenties de l'urbanisation sur les zones précitées. Pour chacune d'entre elles, si un impact prévisible est décelé, il sera attendu une description du type d'incidences (directes / indirectes, permanentes / temporaires, probabilité...) et une estimation de leur ampleur (surface impactée...). Il est demandé dans celle-ci une analyse des incidences du plan dans sa globalité et *a priori*, c'est à dire sans la réalisation d'études complémentaires.

Pièce n°2

La saisine de l'autorité environnementale ayant lieu après le débat relatif au PADD, le projet de PADD sera utilement fourni.

Pièce n°3

Il est demandé de fournir la conclusion du diagnostic, récapitulant les forces et faiblesses du territoire au niveau environnemental. Cette pièce peut être utilement extraite du diagnostic tel que défini par l'article L.123-1-2 du code de l'urbanisme.

Pièce n°4

Un bilan des différents projets sur le territoire doit être fait. Ce bilan peut s'appuyer sur l'exemple de tableau fourni en annexe. Il est demandé dans ce cadre la description des principaux projets, ainsi que des éléments sur leur ampleur, leur localisation, et des premiers éléments de justification.

Pièce n°5

Cette pièce a pour objectif de récapituler les zones de tension entre urbanisation et zones sensibles. Une cartographie superposant les zones de projets avec les zones à enjeu environnemental (zones décrites dans la partie 2 du formulaire) sera utilement jointe. Pour une meilleure lisibilité, le plan fourni sera au moins réalisé au 1:10 000.

Formulaire indicatif :

Cadre réservé à l'administration	
Référence de dossier	2017-1582
Date de réception	13/02/17
Date de complétude	13/03/17

A. Description des caractéristiques principales du document

Renseignements généraux	
EPCI ou commune compétente en matière de PLU	Commune de Roye-sur-Matz
Nom et coordonnées de la personne à contacter	M. le Maire (M. PERRON) mairie.roye.sur.matz@wanadoo.fr
Document concerné	☒ PLU ☐ PLUi ☐ PLUi valant PLH
Procédure concernée	☒ Élaboration (par révision du POS) ☐ Révision
Date de délibération prescrivant la procédure.	14 novembre 2014
Date du débat relatif aux orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	30 Mars 2016
Si un document existait précédemment, quel est son type et sa date d'approbation ?	POS approuvé en 2001
Le plan précédent a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?	☐ Oui ☒ Non

Renseignements sur le territoire concerné	
Nombre de communes concernées	1
Nombre d'habitants concernés	461 habitants
Le territoire est-il couverts par des documents stratégiques exécutoires (SDAGE, SAGE, SCOT, PDU, PLH, PNR, autres)... ?	☒ SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) : Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ☐ SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) : précisez ☒ SCOT : Pays des Sources ☐ Plan de Déplacements Urbains ☐ Programme Local de l'Habitat ☐ Plan Climat Energie Territorial ☐ Parc Naturel régional ☐ Autres :

Projet d'aménagement de la commune	
Quels sont les objectifs chiffrés de croissance de population ? Quelle sera la surface totale des zones ouvertes à l'urbanisation, dont la surface des zones à destination d'activités et celle des zones à destination d'habitat ? <i>Fournir le PADD du document concerné. Voir pièce ci-jointe.</i>	
<p>- Le projet se limite au potentiel identifié de constructions sur les emprises encore libres de construction (principalement le long de la rue d'Enfer) dans la trame urbaine déjà constituée du village, soit entre 20 et 25 logements correspondant à l'enveloppe autorisée par les dispositions du SCOT du Pays des Sources. Ces terrains sont déjà inscrits en zone urbaine au POS actuel et sont nécessairement à considérer comme étant dans le périmètre actuellement urbanisé de la commune dans le cadre de l'application du RNU.</p> <p>- En effet, ces trois emprises sont situées le long de rues existantes suffisamment équipées par les réseaux. Elles totalisent moins d'un hectare chacune (pour un total inférieur à 2 ha), consommé à destination d'habitat.</p> <p>- Cela pourrait se traduire par l'accueil de 30 à 40 habitants supplémentaires d'ici 2030. Il pourrait aussi être constaté la création de logements dans des bâtiments existants (mais qui ne peut pas être quantifié) ce qui n'engendrerait pas de consommation d'espaces.</p>	

- 0,28 hectare, inscrit en zone naturelle au POS actuel, est proposé pour l'extension possible de l'équipement scolaire existante (notamment en cas de regroupement de l'école sur ce site).
- Des terrains classés à tort en zone agricole au POS actuel sont reclassés en secteur de jardins (UAj ou Nj) au PLU du fait qu'ils n'ont aucun lien avec l'activité agricole.
- En revanche, environ 6,5 ha classés en zone 2NAe au POS pour l'extension du site d'activité, sont rendus à la zone agricole au PLU ; 3,2 ha classés en zone 2NAh au POS pour l'accueil de nouvelles habitations sont rendus à la zone naturelle et à la zone agricole au PLU ; 2,5 ha classés en zone NAL au POS pour l'accueil d'activités sportives et de loisirs sont inscrits en zone naturelle de loisirs au PLU.

Description des différents projets prévus dans le cadre du PLU (description des projets et des zones ouvertes). *Vous pouvez pour cela vous aider du tableau proposé en annexe*

Projet	Surface du terrain d'assiette	taille du projet (nombre de logements, taille de la construction...)	justification	Localisation
Rendre possible l'accueil de toute ou une partie du nouvel équipement scolaire qui pourrait être à réaliser	Environ 0,28 hectare	Reste à définir en cas de regroupement scolaire	Projet qui s'inscrirait dans le cadre d'un regroupement intercommunal	À l'arrière de la polarité formée par la mairie/école actuelle
Constructions dans les "dents creuses"	Equivalent à 2 ha environ situés dans la zone urbaine du POS ou dans le périmètre urbanisé en cas de RNU	Potentiel de 20 à 25 logements	Densification et optimisation de a la trame urbaine existante	dans le tissu urbain déjà constitué, le long des rues suffisamment équipées par les réseaux
Extension limitée du site d'activité	1,8 hectare déjà inscrit en zone urbaine du POS (permis accordé, opération en cours)	Reconstruction et extension de la coopérative agricole	Rendre possible la mise aux normes de la coopérative agricole	À côté de l'ancienne gare au lieu-dit "Fond de Roye", à l'écart du village

B. Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du document.

Une cartographie superposant les zones de projets avec les zones à enjeu environnemental sera utilement jointe.

Aucun des projets ainsi envisagés ne se situent dans ou à proximité d'une zone à enjeu environnemental.

Consommation d'espace et étalement urbain	
Quelle a été la consommation d'espace de ces 10 dernières années ?	Les surfaces agricoles sur le territoire communal sont passées de 776 hectares en 2005 à 821 hectares en 2015, soit 45 hectares supplémentaires exploités en 10 ans.
Quels sont les objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Objectif de modération de consommation des espaces agricoles.

Les projets du document recoupent-ils les zones suivantes ou en sont-ils frontaliers ? Quelles sont les caractéristiques de ces zones ?

		Si oui, caractéristiques de la zone
- Zones agricoles ou naturelles	☒ Oui ☐ Non	- Environ 2,2 hectares de terres actuellement utilisées par l'activité agricole (terres de cultures dans la trame urbanisée du village) sont consommés, en revanche environ 10 hectares de terres actuellement utilisées par l'activité agricole ou en espace naturel et inscrits en zone NA du POS sont inscrits en zone agricole ou naturelle au PLU.
Continuités écologiques et patrimoine naturel		
- ZNIEFF	☒ Oui ☐ Non	La frange sud du territoire, sur la partie du Bois de Roye-sur-Matz
- Zones Natura 2000	☐ Oui ☒ Non	
- Zones faisant l'objet d'arrêté de protection biotope	☐ Oui ☒ Non	
- Zones de protection d'un parc naturel régional ou national	☐ Oui ☒ Non	

- Continuités écologiques (définies par une trame verte et bleue locale, par le SCOT ou par le SRCE)	☐ Oui ☒ Non	
- Autres :		
Patrimoine culturel et paysager		
- Sites classés	☐ Oui ☒ Non	
- Sites inscrits	☐ Oui ☒ Non	
- Zones couvertes par une ZPPAUP (zone de protection du patrimoine architectural, urbain ou paysager) ou une AVAP (aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine)	☐ Oui ☒ Non	
- Autres :		L'Eglise Saint-Martin est un monument historique classé.
Préservation des ressources en eau		
- Zones humides	☐ Oui ☒ Non	Le fond de la vallée du Matz est identifié en zone à dominante humide.
- Zones de captage d'eau	☐ Oui ☒ Non	
- Zones couvertes par un assainissement non collectif	☒ Oui ☐ Non	La commune est couverte par un assainissement non collectif. Mise en place de l'assainissement collectif prévu à compter de 2017.
- Autres :		
Risques et nuisances		
- Zones exposées aux risques (risque inondation, minier, sismique, retrait-gonflement argiles, cavité, industriel...). Préciser le niveau d'aléa.	☒ Oui ☐ Non	- Risque de remontée de nappes qui couvre l'ensemble du village - Phénomène de ruissellements au sein du village - Risque de coulées de boue au nord du village
- Zones comportant des sols pollués	☐ Oui ☒ Non	
- Autres :		

C. Description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document.

Dans ce paragraphe, il sera fait état des diverses pressions et incidences pressenties de l'urbanisation sur les zones précitées. Pour chacune d'entre elles, si un impact prévisible est décelé, il sera attendu une description du type d'incidences (directes / indirectes, permanentes / temporaires, probabilité...) et une estimation de leur ampleur (surface impactée...).

Identifier les impacts, positifs ou négatifs sur les zones suivantes. Estimer l'ampleur du recouvrement.		
Zone touchée	Description du type d'incidences	Estimation de la nature et de l'ampleur des incidences
- Zones agricoles ou naturelles	Limité	Environ 2,2 hectares de terres agricoles (mais déjà inscrit en zone urbaine au POS pour 1,2 ha). En revanche près de 10 hectares classés en zone NA au POS est classé en zone agricole ou naturelle au PLU.

Continuités écologiques et patrimoine naturel		
- ZNIEFF	Incidence positive	Inscription en zone naturelle au plan impliquant un usage des sols adapté au maintien de la biodiversité (suivant les orientations du SCOT)
- Zones Natura 2000	Sans objet	Pas d'incidences
- Zones faisant l'objet d'arrêté de protection biotope	Sans objet	Pas d'incidences
- Zones de protection d'un parc naturel régional ou national	Sans objet	Pas d'incidences
- Continuités écologiques (définies par une trame verte et bleue locale, par le SCOT ou par le SRCE)	Sans objet	Pas d'incidences
- Autres :		
Patrimoine culturel et paysager		
- Sites classés	Sans objet	Pas d'incidences
- Sites inscrits	Sans objet	Pas d'incidences
- Zones couvertes par une ZPPAUP (zone de protection du patrimoine architectural, urbain ou paysager) ou une AVAP (aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine)	Sans objet	Pas d'incidences
- Autres :		
Préservation des ressources en eau		
- Zones humides	Incidence positive	Pas de zone humide avérée. Une zone à dominante humide identifiée au SDAGE, inscrite en zone naturelle au PLU (Nhu) ou urbaine spécifique (UBhu) pour les terrains déjà urbanisés qui sont situés dans cette zone à dominante humide.
- Zones de captage d'eau	Sans objet	Pas d'incidences
- Zones d'assainissement non collectif	Incidence positive	Passage à un dispositif de gestion collective en lien avec les communes de Canny-sur-Matz et Conchy-les-Pots : le réseau d'assainissement devrait être installé sur la commune pour 2017-2018 et couvrira les 4/5 de la commune. Il sera raccordé à la station d'épuration de Ressons-sur-Matz. La pompe de relevage passera en partie le long du Matz.
- Autres :		
Risques et nuisances		
- Zones exposées aux risques (risque inondation, minier, sismique, retrait-gonflement argiles, cavité, industriel ...)	Incidence positive	Les phénomènes de ruissellements sont déjà gérés par des aménagements situés en amont du village. Pas de nouvelles constructions admises dans les secteurs exposés aux risques identifiés.
- Zones comportant des sols pollués	Sans objet	Pas d'incidences
- Autres :		

Identifier les impacts potentiels, positifs ou négatifs du document sur les problématiques suivantes :

	Description du type d'incidences	Estimation de l'ampleur des incidences
- Impact sur l'assainissement	Sans objet	Pas d'incidences réelles. La mise en place de l'assainissement collectif d'ici 1 à 2 ans aura un impact positif sur les milieux naturels par rapport aux dispositifs d'assainissement autonome actuels pas toujours aux normes.
- Impact sur la ressource en eau potable	Limité	Peu de nouveaux logements prévus donc peu d'incidences sur l'imperméabilisation des sols.
- Impact sur le paysage	Limité et/ou positif	Développement urbain contenu dans les limites des enveloppes urbaines déjà constituées. Reconstitution d'une frange végétale côté nord de la trame urbaine (demandée dans le cadre des OAP) en lien avec l'urbanisation des emprises restées constructibles
- Impact sur l'imperméabilisation des sols	Limité et/ou positif	Peu de projets envisagés. Obligation de maintenir des emprises perméables sur chacun des terrains aménagés.
- Impact sur les continuités écologiques	Sans objet	Pas d'incidences
- Impact sur les milieux naturels	Très peu de consommation des milieux naturels (environ 0,2 hectare), espace public face à la mairie/école	Pas d'incidences réelles. L'aménagement de cet espace public restera très peu imperméabilisé de type jardin public avec jeux pour enfants
- Impact sur les milieux agricoles	Limité et/ou positif	Environ 0,8 hectare nouvellement consommé à des fins urbaines par rapport au zonage du POS, mais près de 10 hectares rendu à la zone agricole.
- Impact sur le réseau transports collectifs et les déplacements	Sans objet	Pas d'incidences réelles
- Impact sur les consommations en énergie	Sans objet	Pas d'incidences réelles
- Impact sur les émissions de CO2	Sans objet	Pas d'incidences réelles

Quels sont les impacts du projet sur les territoires limitrophes ?
Sans impact.

Quels sont les impacts du projet sur les territoires frontaliers ?
Sans impact.

Quelles sont les mesures d'évitement envisagées ?
Sans objet.

D. Conclusion :

Quelles sont, selon vous, les conséquences majeures du plan sur l'environnement ?

Il n'y a pas de conséquences majeures du plan sur l'environnement, car pas d'extension prévue du tissu urbain en dehors des emprises restées libres de construction au sein de la trame urbaine déjà constituée du village (le long des rues suffisamment équipées par les réseaux et au moins en partie urbanisées). De plus, les secteurs les plus sensibles en termes d'environnement (ZNIEFF, corridors écologiques, zone à dominante humide) ou de paysage figurent en zone naturelle au PLU.

Estimez-vous que ce document devrait faire l'objet d'une évaluation environnementale ?
Pourquoi ?

Non car le PLU a très peu d'incidences sur l'environnement, celles-ci étant globalement plus positives que négatives.